

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 11 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SRE SOCIETE ROCHELAISE D'ENROBES

Fief de Rez
17180 Périgny

Références : 0007204019/2026/170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement SRE SOCIETE ROCHELAISE D ENROBES implanté Fief de Rez 17180 Périgny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRE - SOCIETE ROCHELAISE D'ENROBES
- Fief de Rez 17180 Périgny
- Code AIOT : 0007204019
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une centrale d'enrobés. Il relève du régime de l'enregistrement. Les conditions d'exploitation sont encadrées par arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 modifié le 8 juillet 2024.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing « produits chimiques ».

Thèmes de l'inspection :

- Action Régionale - 3
- REACH

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.4.3	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les Fiches de données sécurité (FDS) doivent être maintenues à jour. Par ailleurs, le registre et le plan situant les produits dangereux détenus sur le site, doivent être tenus à jour et accessibles pour les services de secours et l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les

préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le classeur papier des fiches de données de sécurité (FDS) qui mentionne une dernière mise à jour le 03/05/2019. Les FDS présentées sont obsolètes.</p> <p>Des FDS récentes sont disponibles en version numérique.</p> <p>La FDS du gazole non routier (GNR) disponible sur le site a été révisée le 20/12/2019. L'exploitant ne dispose pas de version plus récente.</p> <p>L'inspection a notamment consulté les FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AZALT 50/70 (bitume) ; - Gazole Non routier. <p>Ces FDS sont datées respectivement du 04/08/2022 et du 20/12/2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une mise à jour des FDS, notamment pour le GNR.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a notamment constaté la présence de moyens d'extinction appropriés (extincteurs à poudre à jour de leurs contrôles périodiques), des rétentions pour empêcher toute pénétration dans les égouts, les conditions de stockage appropriées (température, ventilation, ...).</p> <p>Suite à la demande de l'inspection, par courriel du 04/03/2026, l'exploitant a justifié les caractéristiques de la cuve de GNR (double paroi).</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : L'inspection a constaté la présence de rétentions dont le volume est conforme aux prescriptions pour le parc à liants et le GNR. Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de produits incompatibles sur une même rétention. Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des matières stockées susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'inventaire et l'état des matières stockées susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) n'est pas disponible pour les services de secours et l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre et un plan des produits dangereux détenus sur le site, à jour et accessible pour les services de secours et l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois